

Vulnérabilité à l'érosion et la submersion marine à Locmariaquer en 2018 : fiche de synthèse

Les éléments présentés ci-dessous proviennent de travaux de recherches menés par une équipe UBO-CNRS-CEREMA dans le cadre des projets OSIRISC et OSIRISC+, facilités par la commune de Locmariaquer et le Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan. Des éléments plus détaillés concernant les projets sont disponibles sur le site :

www.risques-cotiers.fr

et les cartes sont visualisables via la plateforme :

iuem.univ-brest.fr/wapps/osi/

Ce travail s'inscrit dans le cadre de l'observatoire OSIRISC.

La vulnérabilité systémique à l'érosion et la submersion marines consiste à prendre en compte quatre composantes :

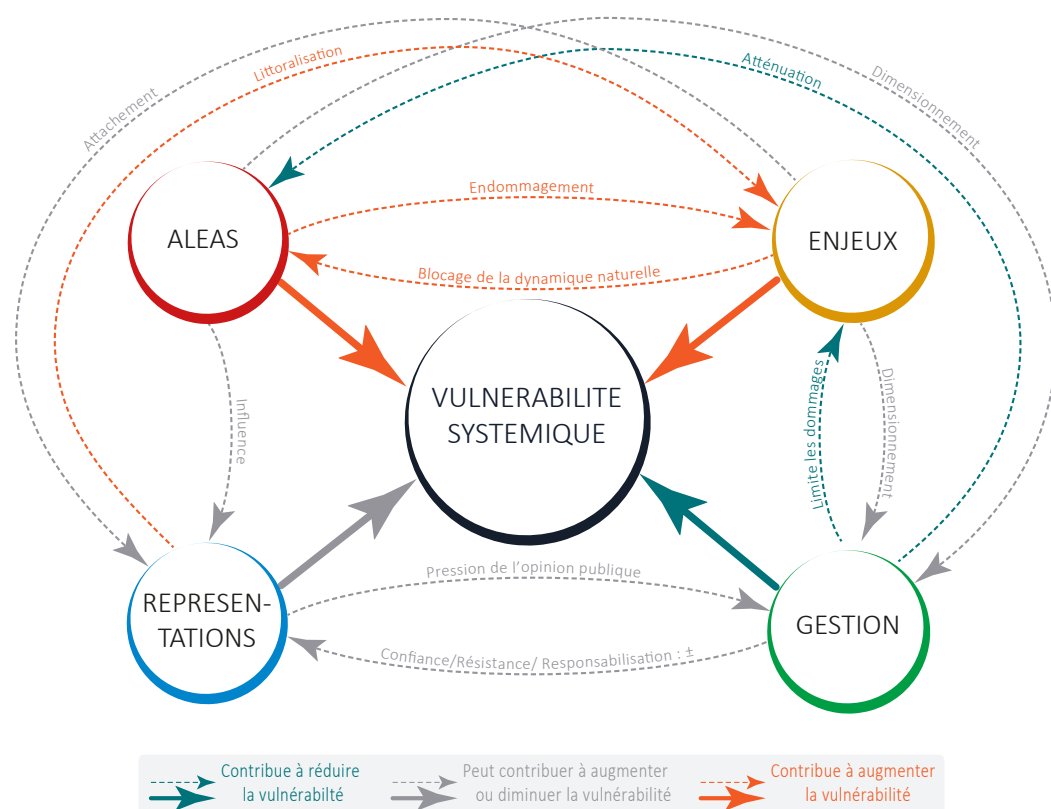
- les aléas « ce qui peut arriver »
- les enjeux « ce que l'on risque de perdre »
- la gestion « les moyens mis en œuvre pour lutter contre les risques côtiers »
- les représentations « ce que pensent les gens des risques et de la gestion »



Les aléas et enjeux combinés constituent le risque.

La gestion vise à atténuer le risque.

Les représentations peuvent aller dans le sens de l'accentuation ou de la réduction de la vulnérabilité selon les cas. Sa prise en compte vise à apporter un éclairage relatif au contexte local.



contact@risques-cotiers.fr

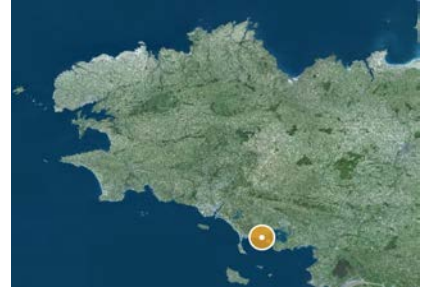
Mise à jour : 19/07/21

Ces résultats s'inscrivent dans le contexte des projets OSIRISC et OSIRISC+, menés par une équipe :

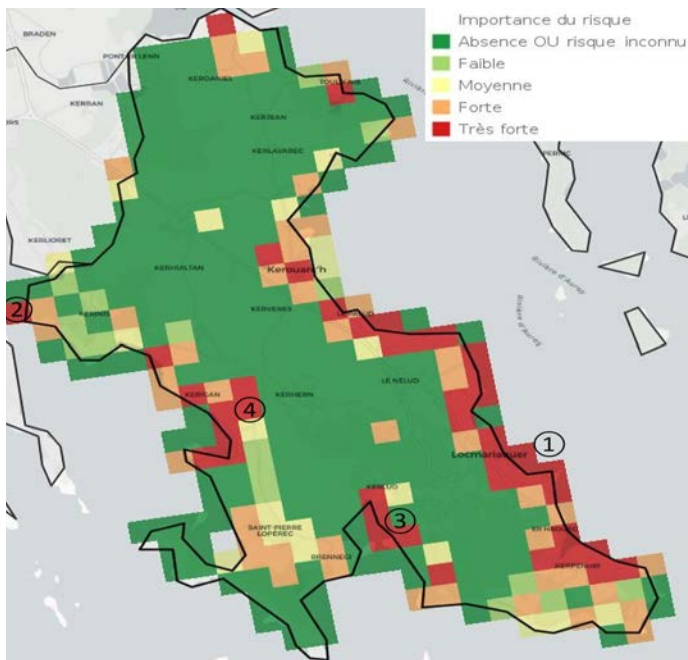
Avec les contributions financières de :



Locmariaquer (Morbihan)



Le risque : combinaison des aléas et des enjeux



Les zones identifiées comme les plus exposées aux risques côtiers sont situées sur la côte orientale de la commune ① où se concentrent beaucoup d'enjeux humains et des zones basses potentiellement submersibles. D'autres secteurs nécessitent une attention particulière. On peut citer :

- Kerinis ② avec un risque de submersion en présence de population vulnérable,
- Kerlud ③ (où la part des ménages à bas revenus apparaît également importante),
- et Le Falzen ④ pour les mêmes raisons, auxquelles il faut ajouter le réseau routier et un ouvrage de protection contre la mer.

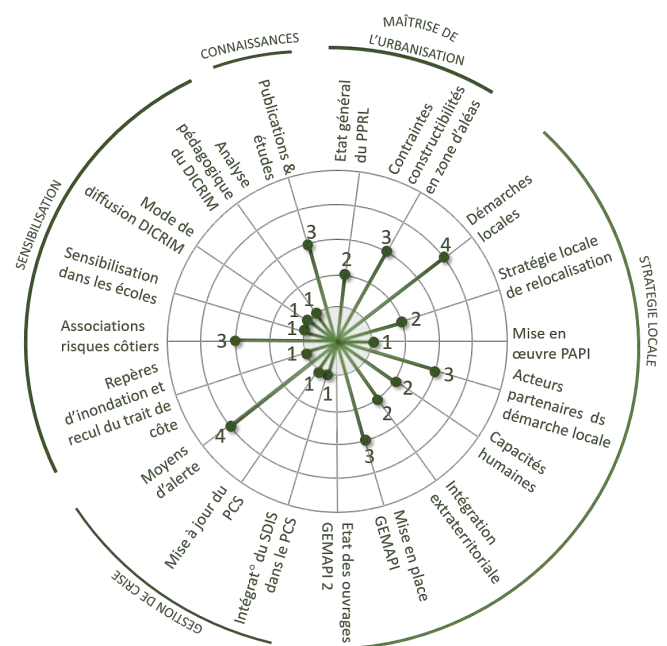
Attention : les zones basses potentiellement submersibles sont surestimées : une partie seulement de chaque carré de 200 m de côté peut être concernée par un risque de submersion. Le risque de submersion pris en compte est celui du niveau centenal (une chance sur 100 de se produire chaque année).

La gestion : facteur d'atténuation du risque

Chaque indicateur est mesuré sur une échelle de 1 à 5. Plus le chiffre s'approche de 5 (extérieur du disque), plus la gestion contribue à diminuer la vulnérabilité du territoire. Lorsque l'information n'est pas disponible (état des ouvrages GEMAPI 2), l'indicateur n'est pas renseigné.

L'indice de la composante de gestion pour la commune de Locmariaquer en 2018 est de 2,1 sur une échelle de 1 à 5.

Les indicateurs de gestion n'ont pas tous vocation à atteindre le niveau maximal de l'échelle de gestion. La gestion s'entend en effet comme une stratégie d'atténuation du risque possible ou avéré. Ainsi, compte tenu des causes du risque sur la commune de Locmariaquer, les leviers de gestion sont essentiellement relatifs au PAPI, PPRL, contraintes de constructibilité, GEMAPI (gestion des ouvrages), PCS, moyens d'alerte, repères d'inondation et sensibilisation.



Les représentations : ce que pensent les gens

Les représentations des risques ont été évaluées via des enquêtes réalisées sur 5 communes (Auray, Locmariaquer, St Philibert, Plunert et Crac'h). Les résultats présentés ici sont valables pour l'ensemble de ce territoire.

Les personnes interrogées sur les **problématiques locales** qui touchent leur commune placent les risques côtiers en 4^e position ce qui démontre une certaine conscience du risque sans que cette question soit vue comme prépondérante localement. Les personnes interrogées au sujet de leur **préoccupation envers les risques côtiers** se sentent moyennement concernées : elles sont peu inquiètes envers les aléas et encore moins pour les enjeux. Néanmoins, parmi les personnes enquêtées, plus de la moitié de déclare hors zone à risque. En terme de **confiance accordée dans la gestion des risques côtiers** ce sont les scientifiques en qui les personnes enquêtées déclarent avoir le plus confiance, suivies par les associations locales de riverains, la mairie, les habitants en résidence principale, la Région et la Préfecture. Enfin, les **actions collectives** permettant de faire face aux risques côtiers ont été classées par les personnes interrogées selon leur efficacité estimée. Ces actions sont jugées majoritairement efficaces avec, par ordre décroissant d'efficacité : l'entretien et la restauration des dunes, l'interdiction de construire en zone « rouge », l'apprentissage des consignes de sécurité, l'alerte et l'évacuation, l'amélioration des procédures de gestion de crise, la démolition et le recul des habitations, la construction d'ouvrages de protection, leur consolidation.

On peut conclure que sur ce territoire, nous avons des personnes qui ont connaissance du risque mais qui ne sont pas préoccupées par ce risque. Elles placent principalement leur confiance dans la science (sens commun) et en second lieu dans les institutions locales. Les actions jugées efficaces sont des actions sur l'existant ; elles ne souhaitent sans doute pas ou peu de changements.